

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION

Projet de loi n° 99

**Loi modifiant de nouveau la Loi régissant
le financement des partis politiques**

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. MARC-ANDRÉ BÉDARD

Ministre d'État à la réforme électorale



L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1980

NOTE EXPLICATIVE

Le projet vise à modifier la Loi régissant le financement des partis politiques de manière à donner suite à des suggestions du Conseil consultatif sur le financement des partis politiques qui sont évoquées à l'annexe 1 du Rapport d'activités du directeur général du financement des partis politiques pour la période se terminant le 31 mars 1979.

Projet de loi n° 99

Loi modifiant de nouveau la Loi régissant
le financement des partis politiques

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1 de la Loi régissant le financement des partis politiques (L.R.Q., c. F-2) est modifié par le remplacement du paragraphe *i* par le suivant:

«*i*) «électeur»: une personne qui au moment où elle verse une contribution remplit les conditions suivantes:

1° avoir dix-huit ans accomplis;

2° être citoyen canadien;

3° être domicilié au Québec depuis douze mois; et

4° n'être frappé d'aucune incapacité de voter et n'être dans aucun autre cas d'incapacité prévu par la loi;».

2. L'article 2 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *d* du premier alinéa par le suivant:

«*d*) un prêt consenti à des fins politiques par un électeur ou une institution financière mentionnée à l'article 73 au taux d'intérêt courant du marché au moment où il est consenti ou un cautionnement contracté par un électeur pour un tel prêt;».

3. L'article 16 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du sous-paragraphe *b* du paragraphe 1° par le suivant:

«*b*) vérifier si les partis, associations et candidats indépendants se conforment aux dispositions de la présente loi;»;

2° par le remplacement du sous-paragraphe *f* du paragraphe 1° par le suivant:

«*f*) enquêter sur la légalité des contributions et déboursés et sur toute autre question relative à l'application de la présente loi;»;

3° par le remplacement du sous-paragraphe *a* du paragraphe 2° par le suivant:

«*a*) donner à tout intéressé des avis ou directives touchant l'application et l'interprétation de la présente loi;».

4. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 16, du suivant:

«**16.1** Le directeur général peut déléguer les pouvoirs que lui confère l'article 44 à toute personne qu'il désigne par écrit à cette fin.».

5. L'article 17 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**17.** Toute personne peut demander au directeur général d'enquêter sur la légalité des contributions et déboursés et sur toute autre question relative à l'application de la présente loi.».

6. L'article 69 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**69.** Toute contribution en argent de plus de cent dollars doit être faite au moyen d'un chèque ou autre ordre de paiement signé par l'électeur et tiré sur son compte personnel dans une banque à charte ou une compagnie de fiducie ayant un bureau au Québec, ou dans une caisse d'épargne ou de crédit.».

7. L'article 80 de cette loi est modifié par le remplacement de la partie qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

«**80.** Le vérificateur examine les états financiers du parti et les rapports produits en vertu du présent chapitre et délivre un certificat attestant, si tel est le cas, que d'après la confrontation des pièces comptables et des dépôts bancaires du parti.».

8. L'article 82 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**82.** Le directeur général rembourse aux partis politiques autorisés, jusqu'à concurrence de 4 000 \$, les frais de vérification que leur a occasionnés l'application de la présente section.».

9. L'article 83 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement de la partie qui précède le paragraphe *b* du premier alinéa par ce qui suit :

«**83.** Pour chaque exercice financier, le représentant officiel d'un parti autorisé doit faire parvenir au directeur général les états financiers du parti.

Pour chaque exercice financier, il doit également faire parvenir au directeur général des rapports préparés conformément aux directives émises à ce sujet par ce dernier et indiquant notamment :

a) les établissements financiers où sont déposées les contributions en argent, les numéros de compte utilisés, la valeur globale des biens et services fournis ou rendus à titre gratuit et le montant total des contributions encaissées;»;

2° par le remplacement du paragraphe *c* du premier alinéa par le suivant :

«*c)* le total des contributions de cent dollars ou moins reçues par le parti et des sommes recueillies en vertu du paragraphe *e* du premier alinéa de l'article 2;»;

3° par le remplacement du paragraphe *g* du premier alinéa par le suivant :

«*g)* le nom et l'adresse complète de chaque électeur qui a versé au parti une contribution annuelle totale dépassant cent dollars;».

10. L'article 84 de cette loi est remplacé par le suivant :

«**84.** Aux fins de la présente section, l'exercice financier d'un parti autorisé est l'année civile.».

11. L'article 85 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

«**85.** Pour chaque exercice financier, le représentant officiel d'un parti politique autorisé doit, au plus tard le 1^{er} avril de l'année qui suit, produire au directeur général les états financiers et les rapports prévus à l'article 83.».

12. L'article 86 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

«**86.** Le représentant officiel d'une association autorisée doit au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, produire un rapport au directeur général pour l'exercice financier précédent.».

13. L'article 91 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« Les reçus émis pour les contributions dont le total pour un même électeur est de cent dollars et moins ne sont pas visés par le présent article. ».

14. L'article 101 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant:

« 3. Les frais encourus avant l'émission d'un bref, pour des écrits, objets ou matériels publicitaires utilisés, pendant la période électorale, aux fins visées par la définition de l'expression « dépenses électorales » sont des dépenses électorales. ».

15. L'article 103 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant:

« 2. Le représentant officiel d'une association de comté autorisée d'un parti autorisé, désigné suivant le chapitre I, est l'agent officiel du candidat officiel de ce parti. »;

2° par le remplacement du paragraphe 4 par le suivant:

« 4. Le représentant officiel d'un candidat indépendant autorisé, désigné suivant le chapitre I, est l'agent officiel de ce candidat. ».

16. L'article 104 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **104.** Une personne ne peut être l'agent officiel d'un candidat ou d'un parti si elle n'est pas un électeur. ».

17. L'article 105 de cette loi est modifié par l'insertion, après le paragraphe 1, du suivant:

« 1.1 Tout écrit, objet ou matériel publicitaire visé dans le paragraphe 3 de l'article 101 ne peut être utilisé pendant une période électorale que par l'agent officiel ou avec son autorisation. ».

18. L'article 112 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **112.** L'agent officiel d'un candidat doit, dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent le jour du scrutin, remettre au président d'élection ou déposer à son domicile un rapport des dépenses électorales, suivant la formule prescrite par le directeur général. ».

19. L'article 113 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**113.** Chaque agent officiel d'un chef de parti reconnu doit, dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent le jour du scrutin, remettre au directeur général un rapport de dépenses électorales suivant la formule prescrite par le directeur général.»

20. Cette loi est modifiée par le remplacement, partout où ils apparaissent et en y faisant les changements nécessaires, des mots «parti reconnu» par «parti autorisé» dans le sous-paragraphe *i* du paragraphe 2 de l'article 101, dans le paragraphe 3 de l'article 103, dans les paragraphes 1 et 7 de l'article 105, dans le paragraphe 4 de l'article 109, dans le quatrième alinéa de l'article 111, dans le premier alinéa de l'article 113 et dans le deuxième alinéa de l'article 117.

21. L'article 294 de la Loi électorale (1979, c. 56) est modifié par la suppression du paragraphe 2°.

22. L'article 297 de cette loi est modifié par le remplacement de la première ligne par la suivante:

«**297.** L'article 78 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:».

23. L'article 303 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe 1°.

24. L'article 304 de cette loi est abrogé.

25. L'article 776 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., c. I-3) est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**776.** Un particulier qui est électeur peut déduire de son impôt autrement payable, à l'égard d'une contribution en argent faite au cours de l'année au représentant officiel des partis politiques autorisés, des associations de comté autorisées ou de candidats autorisés, 50% du premier cent dollars de contribution et 25% du deuxième cent dollars de contribution.»

26. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreront en vigueur, en tout ou en partie, à toute date ultérieure qui pourra être fixée par proclamation du gouvernement.



FOURTH SESSION

THIRTY-FIRST LEGISLATURE

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Bill 99

**An Act to again amend the Act to govern
the financing of political parties**

First reading

Second reading

Third reading

M. MARC-ANDRÉ BÉDARD

Ministre d'État à la réforme électorale

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1980



EXPLANATORY NOTE

The object of this bill is to amend the Act to govern the financing of political parties in such a manner as to give effect to the suggestions of the Conseil consultatif sur le financement des partis politiques set forth in Schedule 1 to the Report of activities of the director general of financing of political parties for the period ending 31 March 1979.

Bill 99

An Act to again amend the Act to govern the financing of political parties

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Assemblée nationale du Québec, enacts as follows:

1. Section 1 of the Act to govern the financing of political parties (R.S.Q., c. F-2) is amended by replacing paragraph *i* by the following paragraph:

“(i) “elector” means a person who, at the time that he makes a contribution, fulfils the following conditions:

- (1) he is of the full age of eighteen years;
 - (2) he is a Canadian citizen;
 - (3) he has been domiciled in Québec for at least 12 months;
- and
- (4) he is not under any disqualification to vote nor under any other legal disqualification;”.

2. Section 2 of the said act is amended by replacing paragraph *d* of the first paragraph by the following paragraph:

“(d) a loan granted for political purposes by an elector or a financial institution mentioned in section 73 at the current rate of interest in the market at the time it is granted or a security contracted by an elector for such a loan;”.

3. Section 16 of the said act is amended

(1) by replacing subparagraph *b* of paragraph 1 by the following subparagraph:

“(b) verify if the parties, associations and independent candidates are complying with this act;”;

(2) by replacing subparagraph *f* of paragraph 1 by the following subparagraph:

“(f) inquire into the legality of contributions and expenditures and any other question respecting the application of this act;”;

(3) by replacing subparagraph *a* of paragraph 2 by the following subparagraph:

“(a) provide any person with advice or guidelines regarding the application and interpretation of this act;”.

4. The said act is amended by inserting after section 16 the following section:

“**16.1** The director general may delegate the powers conferred on him by section 44 to any person that he designates in writing for that purpose.”

5. Section 17 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following paragraph:

“**17.** Any person may apply to the director general for an inquiry into the legality of contributions and expenditures or into any other question respecting the application of this act.”

6. Section 69 of the said act is replaced by the following section:

“**69.** Every contribution of money of over one hundred dollars must be made by cheque or other order of payment signed by the elector and drawn on his personal account in a chartered bank or a trust company having an office in Québec, or in a savings and credit union.”

7. Section 80 of the said act is amended by replacing the part that precedes paragraph *a* by the following:

“**80.** The auditor shall examine the financial statements of the party and the returns filed pursuant to this chapter and issue a certificate attesting, if such is the case, that, following comparison with the vouchers and bank deposits of the party,”.

8. Section 82 of the said act is replaced by the following section:

“**82.** The director general shall reimburse the authorized political parties the auditing expenses up to \$4 000 incurred by them in the application of this division.”

9. Section 83 of the said act is amended

(1) by replacing the part that precedes subparagraph *b* of the first paragraph by the following:

“83. For each financial period, the official representative of every authorized party must submit to the director general the financial statements of the party.

For each financial period, he must also submit to the director general returns prepared in accordance with the guidelines issued in that regard by the latter, indicating in particular:

(*a*) the financial institutions where the contributions in money are deposited, the account numbers used, the total value of the goods or services furnished or rendered gratuitously and the total amount of contributions received;”;

(2) by replacing subparagraph *c* of the first paragraph by the following subparagraph:

“(c) the aggregate of contributions of one hundred dollars or less received by the party and of amounts collected under subparagraph *e* of the first paragraph of section 2;”;

(3) by replacing subparagraph *g* of the first paragraph by the following subparagraph:

“(g) the name and full address of each elector who has paid a total annual contribution exceeding one hundred dollars to the party;”.

10. Section 84 of the said act is replaced by the following section:

“84. For the purposes of this division, the fiscal period of an authorized party is the calendar year.”

11. Section 85 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following paragraph:

“85. For each fiscal period, the official representative of an authorized political party must, not later than 1 April of the following year, submit to the director general the financial statements and returns contemplated in section 83.”

12. Section 86 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following paragraph:

“86. Not later than 1 April each year, the official representative of an authorized association must submit a return to the director general for the preceding fiscal period.”

13. Section 91 of the said act is amended by replacing the second paragraph by the following paragraph:

“Receipts issued for contributions whose total for the same elector is one hundred dollars or less are not contemplated by this section.”

14. Section 101 of the said act is amended by replacing subsection 3 by the following subsection:

“(3) Expenditures incurred, before the issue of a writ, for literature, objects or materials of an advertising nature, used during the election for the purposes contemplated by the definition of the expression “election expenses” are election expenses.”

15. Section 103 of the said act is amended

(1) by replacing subsection 2 by the following subsection:

“(2) The official representative of an authorized district association of an authorized party, designated in accordance with Chapter I, shall be the official agent of the official candidate of such party.”;

(3) by replacing subsection 4 by the following subsection:

“(4) The official representative of an authorized independent candidate, designated in accordance with Chapter I, shall be the official agent of such candidate.”

16. Section 104 of the said act is replaced by the following section:

“**104.** No person who is not an elector may be the official agent of a candidate or party.”

17. Section 105 of the said act is amended by inserting, after subsection 1, the following subsection:

“(1.1) No literature, object or material of an advertising nature, contemplated in subsection 3 of section 101, may be used during an election period except by the official agent or with his authorization.”

18. Section 112 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following paragraph:

“**112.** The official agent of a candidate, within the ninety days following polling-day, must deliver to the returning officer or leave at his domicile a return of election expenses in the form prescribed by the director general.”

19. Section 113 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following paragraph:

“113. Each official agent of a leader of a recognized party, within the ninety days following polling-day, must deliver to the director general a return of election expenses in the form prescribed by the director general.”

20. The said act is amended by replacing, wherever they appear and by making the necessary changes thereto, the words “recognized party” by “authorized party” in subparagraph *i* of subsection 2 of section 101, in subsection 3 of section 103, in subsections 1 and 7 of section 105, in subsection 4 of section 109, in the fourth paragraph of section 111, in the first paragraph of section 113 and in the second paragraph of section 117.

21. Section 294 of the Election Act (1979, c. 56) is amended by striking out paragraph 2.

22. Section 297 of the said act is amended by replacing the first two lines by the following lines:

“297. Section 78 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following paragraph:”.

23. Section 303 of the said act is amended by striking out paragraph 1.

24. Section 304 of the said act is repealed.

25. Section 776 of the Taxation Act (R.S.Q., c. I-3) is amended by replacing the first paragraph by the following paragraph:

“776. An individual who is an elector may deduct from his tax otherwise payable, with respect to a contribution of money made during the year to the official representative of an authorized political party, authorized district association or authorized candidate, 50% of the first one hundred dollars contributed and 25% of the second one hundred dollars contributed.”

26. This act will come into force on the date fixed by government proclamation, except the provisions excluded by that proclamation, which will come into force, in whole or in part, on any later date to be fixed by government proclamation.